



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

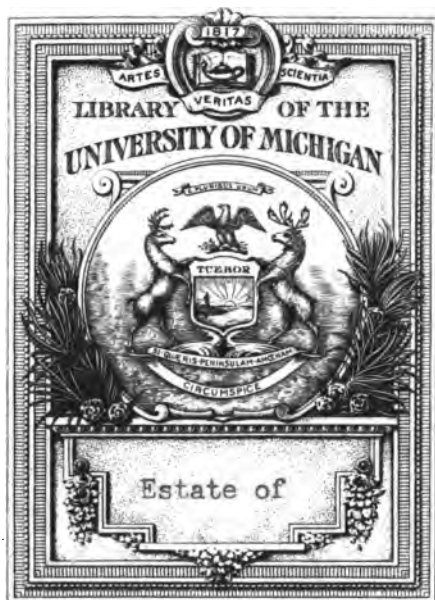
## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

DC  
304.5  
.B27  
1870

B 829,397





Professor  
Wm. McLaughlin





1260

# METZ

ET LE

## MARÉCHAL BAZAINE

PAR  
*Jean - Augustin*  
BARRAL

MEMBRE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MOSELLE  
pour le 3<sup>e</sup> canton de Metz

Metz ne s'est pas rendue;  
Elle n'a pas été prise;  
Elle a été livrée le 27 octobre 1870.

DEUXIÈME ÉDITION

---

**Prix : 25 centimes**

---

PARIS  
LIBRAIRIE A. CHEVALIER  
61, RUE DE RENNES, 61

—  
1870





success  
Gift  
Prof. Hm. McLaughlin  
(estate)  
11-16-64

METZ

ET

DC  
304.5  
.B27  
1870

# LE MARÉCHAL BAZAINE

## I

Lettre à M. Ad. Guérout,

Rédacteur en chef de l'*Opinion nationale* (1).

Mon cher Guérout,

Dans la lettre que vous avez bien voulu publier dans l'*Opinion nationale*, du 19 novembre (2), je vous écrivais que peut-être la reddition de Metz était un crime semblable à celui de la capitulation de Sedan, mais que j'aimais mieux croire qu'elle était un résultat de la famine qui avait dû frapper, avant le 27 octobre, la malheureuse ville où je suis né, ai été élevé, et où vivait encore heureuse, il y a quatre mois, une partie de ma famille.

Vous devez, en effet, vous rappeler que, vers le 15 août, alors que l'investissement de Metz devenait à peu près certain, je vous disais qu'il n'y avait dans la ville des vivres et des munitions pour la population et l'armée que pour tenir à ration pleine jusqu'au 10 octobre seulement.

Les derniers journaux de Metz qui me sont arrivés le 20 août contiennent des arrêtés de la municipalité portant que nul habitant des villages venant chercher un asile dans la ville ne sera désormais reçu qu'autant qu'il aura justifié in-

(1) *Opinion nationale* du 24 novembre 1870.

(2) Lettre sur la nécessité pour Paris et pour le gouvernement de la défense nationale de livrer d'énergiques combats avant la convocation d'une Assemblée nationale ou un vote plébiscitaire sur la question de la paix ou de la guerre.

troindre des vivres pour quarante jours, cela ne pouvait pas conduire au delà de la fin de septembre.

Notez que l'on estimait à 25,000 au moins, le nombre des réfugiés abrités derrière les murs de la cité messine, ce qui élevait à 70,000 environ, au lieu de 45,000, la population civile. Il est donc certain que, le 27 octobre, la famine devait faire éprouver aux pauvres humains agglomérés dans Metz ou sous ses murs, toutes ses souffrances, toutes ses cruautés.

Néanmoins comme tous les Messins, je ne puis supporter la douleur de la capitulation, et je suis consterné à l'idée de penser que l'histoire puisse dire un jour qu'il y a eu quelque honte dans les faits accomplis. Notre ville était fière de sa virginité guerrière. Plusieurs fois assiégée, elle n'avait jamais été prise. Lors des invasions dont le premier empire nous avait déjà amené le fléau, elle n'avait pas été souillée par une garnison ennemie. Aussi, je sens vivement l'outrage qui nous est fait.

Elu deux fois au Conseil général par le 3<sup>e</sup> canton de Metz, malgré le gouvernement déchu qui a fait casser une de mes élections par son conseil de préfecture et son conseil d'Etat, je dois à mes compatriotes d'élever la voix pour dire qu'ils ne sont pour rien dans la capitulation du 27 octobre, qu'ils l'ont subie comme une violence, qu'ils ne pardonneront jamais, ni à ceux qui l'ont faite, ni à ceux qui l'ont laissé commettre. Désormais, le deuil le plus sombre régnera dans le cœur de tous les Messins; ils aspireront à la plus éclatante vengeance.

Que s'est-il donc passé? Comment est-il possible que l'honneur du maréchal Bazaine et de l'armée qu'il commandait soit sauf, à la rigueur, selon le Code militaire, et qu'on puisse concilier ce fait avec le juste reproche de ne pas avoir accompli quelque acte qui aurait permis à la cité messine de ne pas tomber en même temps qu'eux entre les mains des Prussiens?

Les documents publiés jusqu'à ce jour, quelque incomplets qu'ils soient encore, permettent, je le crois, de répondre à cette redoutable question, quoiqu'on ne connaisse pas tous les détails des négociations, des intrigues, des luttes intestines entre les généraux, des mensonges répandus dans

l'armée et dans la ville par la complicité de l'ex-empereur et du roi Guillaume.

Celui qui fut Napoléon III, pour le malheur éternel de Metz, était venu, on le sait, y placer son quartier général à la fin de juillet. Il avait espacé le long de la frontière, depuis Thionville jusqu'à Wissembourg, ses divers corps d'armée à de telles distances les uns des autres, que, dans ce pays montagneux et dépourvu de routes stratégiques suffisantes, ils ne pouvaient se porter un mutuel secours. Ni le chemin de fer de Metz à Verdun, ni celui de Thionville à Niederbronn ne sont achevés; de là l'impossibilité des transports rapides qui eussent pu sauver la situation. C'est cette faute primordiale, remontant tout entière à Napoléon et au maréchal Leboeuf, et ensuite l'incapacité et l'ineptie des généraux Frössard et de Failly, qui ont été cause des premiers désastres.

Les déroutes de Reischshoffen et de Saarbruck n'ont pu être arrêtées. Le flot prussien monta au delà de Nancy et jusque vers la Champagne, tandis que les corps de l'armée impériale, qui n'avaient pas même tiré une cartouche, restaient autour de Metz et de Thionville. Enfin, l'empereur partit, manqua d'être fait prisonnier à Longeville et s'échappa par la route de Verdun avec quelques fractions de l'armée, tandis que les corps de Canrobert, de Leboeuf (ancien corps de Bazaine), de Frössard et de Bourbaki (garde impériale), et une partie de celui de Ladmirault, rentraient à Metz, après trois jours de combats héroïques. Ces corps d'armée ne devaient pas former plus de 120 à 130,000 hommes. Aussi on peut s'étonner que les documents prussiens portent à 173,000 le nombre des prisonniers livrés par la capitulation de Bazaine.

Un de nos compatriotes qui porte un nom célèbre dans les fastes de l'artillerie, M. Paixhans, dans un article du *Moniteur universel*, s'empare avec raison de la contradiction que présentent ces chiffres pour contester la véracité des ordres du jour et des télégrammes du roi Guillaume et de ses généraux, et il estime que Bazaine ne devait pas avoir une armée de plus de 80,000 hommes. Le maréchal prétend même qu'il ne pouvait disposer que de 65,000 hommes valides. Il est

impossible de se prononcer en ce moment sur ce point délicat. Cela n'importe pas, du reste, aux conclusions que, comme Messin, je devrai formuler.

Après un effort énergique pour faire sa jonction avec l'armée de Mac-Mahon, effort glorieux dont la trahison de Sedan empêcha seule les résultats, qui eussent changé l'histoire de cette triste campagne, le maréchal Bazaine se trouva isolé dans Metz. Là, il apprit la proclamation de la République, bien accueillie par la population et par le gros de l'armée, mais mal prise par la plupart des généraux et des états-majors. Les nouvelles de la France n'arrivaient pas ou elles n'arrivaient que défigurées. On sait maintenant, par quelques numéros de l'*Indépendant de la Moselle*, que la France était représentée comme livrée à la plus complète anarchie, que sa situation était peinte sous les traits les plus sinistres et devait paraître désespérée.

Bazaine n'en continua pas moins à se battre, mais on conçoit que des chefs tels que Lebœuf, Canrobert, Frossard, compromis par leur incapacité et leur manquement à tous leurs devoirs envers la patrie, étaient plus disposés à écouter les insinuations qui leur parvenaient de Wilhelmshoehe et de Londres que l'inspiration pure et sainte d'un dévouement absolu à la France. Pourquoi faire une tentative désespérée afin de traverser les lignes ennemies et chercher à se retirer, par exemple, dans les Vosges? Pour servir la République. Il faut mieux se réserver pour l'empire. — Voilà ce que l'on a dû dire à Bazaine.

Les divisions des généraux sont prouvées par le départ de Bourbaki, dont le patriotisme libéral était bien connu de toute la ville, où il a longtemps commandé. Je suis convaincu qu'il n'a pas voulu subir, au milieu de mes compatriotes outrés, la honte d'une capitulation, qu'il s'est échappé à la fois pour s'éclairer sur la situation de la France et pour ne pas avoir la douleur de se rendre, puisque l'armée de Metz perdait tout espoir d'être délivrée et qu'elle voyait approcher la famine.

Ces divisions sont encore démontrées par une lettre du général Coffinières insérée dans l'*Indépendance belge*. Ce général commandait Metz; il affirme qu'il eût voulu séparer la

cause de la ville de celle de l'armée, mais qu'une décision des maréchaux et généraux, réunis en conseil de guerre, s'est opposée à cette mesure, qui eût sauvé notre cité.

Si je suis bien informé, et je crois l'être par des lettres particulières, le maréchal Bazaine n'a pas pris une situation nette dans cette circonstance décisive, et la lettre de son envoyé le général Boyer l'accuse bien plutôt qu'elle ne l'exonère d'une responsabilité désormais écrasante pour son honneur, non pas militaire, mais de citoyen.

Je touche ici le point le plus délicat de ma lettre. Je regarde comme acquis deux faits à la décharge du maréchal Bazaine : 1° il ne pouvait plus, avec les forces dont il disposait, faire une trouée, qui l'aurait à coup sûr mis en liberté, la route des Vosges étant trop bien occupée ; 2° il n'a capitulé qu'au moment où les vivres manquaient et où ses troupes mangeaient les derniers biscuits. — Mais, devait-il rendre Metz ? C'est ce que je n'accorde pas.

Vers le 10 septembre, il y avait dans la ville de quoi vivre pendant un mois sans privation pour la population. Si j'accepte le chiffre de 170,000 pour l'armée, chiffre indiqué par le roi Guillaume, et si j'ajoute les 70,000 habitants ou réfugiés, j'arrive à un total de 240,000. N'est-il pas vrai que si Bazaine avait laissé 10,000 ou 20,000 hommes comme garnison, cela aurait suffi pour défendre la ville et les forts avancés de Saint-Quentin, Saint-Julien, Queuleu, Saint-Privat, et pour empêcher la ville d'être prise par l'armée ennemie ? D'un autre côté, la sortie de l'armée aurait laissé les vivres disponibles. Le nombre des bouches à nourrir ayant diminué des deux tiers, il serait resté dans la place des subsistances pour tenir trois fois plus de temps.

Metz eût résisté jusqu'en février ou en mars.

Ainsi il n'était pas nécessaire de livrer Metz et ses arsenaux, et ses approvisionnements immenses. Le devoir du chef supérieur était d'emmener l'armée, dût-il ne pas être heureux dans les combats qu'il allait entreprendre. Il eût mieux valu faire pendant quelques lieues une marche sanglante, sans doute, mais à jamais mémorable et digne d'un grand capitaine et d'un grand citoyen.

Cette marche pouvait être au besoin dirigée vers le Luxem-

bourg, car il eût été préférable de déposer les armes en pays neutre que de se rendre aux Prussiens. Peut-être qu'en allant vers Toul et Lunéville on eût pu atteindre les Vosges. Le maréchal Bazaine paraît s'être avancé assez loin une fois du côté de Pont-à-Mousson, une autre fois du côté de Thionville. C'était l'occasion d'accomplir le grand acte dont la réalisation eût sauvé Metz, qui, encore aujourd'hui, retiendrait autour d'elle un corps nombreux de l'armée ennemie. Pourquoi n'a-t-il pas suivi l'inspiration qu'il a eue certainement, au lieu de se ranger à l'avis de la majorité du conseil de guerre ?

Sans doute, on peut objecter que le maréchal Bazaine avait reçu la mission de défendre la cité messine et qu'il ne pouvait pas l'abandonner. Mais il n'était pas absolument impossible de se mettre en rapport avec le gouvernement de la défense nationale. Il est difficile de comprendre qu'aucun effort en ce sens n'ait été tenté de Metz sur Paris ou réciproquement. Il me semble même que le gouvernement aurait dû envoyer un ordre de ce genre au maréchal. Plusieurs ballons sont partis de la capitale qui eussent pu porter un émissaire chargé de se rendre à Metz. Je puis bien dire qu'un de mes compatriotes s'est présenté pour remplir au besoin cette mission. Il a écrit pour dire qu'il se tenait prêt à partir en ballon, alors qu'il y aurait danger à le faire ; puis il a été, au commencement d'octobre, trouver le directeur des postes pour lui faire part des moyens qu'il avait imaginés, en raison de ses relations agricoles, pour entrer dans Metz. Il était prêt à jouer sa vie et il ne demandait rien. On l'a remercié en disant qu'on n'attendait pas moins de son patriotisme, mais on n'a pas voulu l'utiliser. Beaucoup d'autres, certainement, étaient prêts à faire comme lui pour porter secours à Metz et à la Lorraine. Il fallait sommer Bazaine de reconnaître le gouvernement de la défense nationale.

Donc, je puis dire qu'il n'a pas été fait tout ce qu'il était possible de tenter pour sauver l'antique forteresse et ses citadelles nombreuses, dont une, celle du mont Saint-Quentin, domine tellement la ville, que l'ennemi ne pourrait s'établir dans ses murs, si ce fort était encore entre les mains d'une garnison française.

Ainsi, le maréchal Bazaine n'a pas, dans le strict sens du mot, manqué à l'honneur militaire, mais il n'a pas cherché à bien servir la France, parce que ceux qui l'entouraient voulaient encore, même après Sedan, chercher à sauver l'empire, parce que le conseil des maréchaux et des généraux s'est opposé à un grand acte de patriotisme. Loin de se consacrer corps et âme au salut de la patrie, il n'a rien fait pour lui conserver une redoutable forteresse et un immense matériel de guerre.

Voilà, je le crois, la vérité, et, je la dis parce que je pense remplir ainsi un devoir envers mes concitoyens, dont je suis à Paris le seul représentant élu, élu librement et malgré les efforts du gouvernement impérial; ils ont protesté et ils protestent encore contre l'injure que l'entrée de l'armée prussienne a fait subir à notre ville sainte et bien-aimée.

Il faut que cette protestation amère, mais douloureusement juste, qui s'échappe de leurs bouches malgré les balonnettes allemandes, soit proclamée, parce que les Messins n'ont pas été complices de la capitulation de l'armée. Elle s'est faite malgré eux et à leur grand désespoir. Ils auraient voulu se battre et souffrir encore et longtemps.

De même, je l'espère, la population de Paris ne voudra jamais se rendre; elle veut que l'armée qui aujourd'hui renferme tant de milliers de ses enfants livre les plus terribles combats; plus heureuse que la population messine, elle n'aura pas la douleur affreuse de voir les soldats de l'Allemagne pénétrer dans ses rues et l'insulter sur ses places publiques et ses boulevards.

Une armée française a rendu Metz; puisse bientôt une autre armée française délivrer cette cité qui fut toujours républicaine, même sous l'empire qu'elle détestait, même quand elle était habitée par l'empereur qu'elle méprisait.

A vous de cœur,

J.-A. BARRAL.

M. Guérout a accompagné de la note suivante l'insertion de ma lettre dans l'*Opinion nationale* :

« Nous n'avons pas cru devoir refuser l'insertion de la lettre qui précède, un collaborateur et ami qui, en sa qualité d'enfant de Metz, doit

être plus douloureusement affecté que personne de la capitulation de cette glorieuse ville.

« Toutefois, nous persistons à croire que le mieux est de suspendre tout jugement, jusqu'à ce que les faits nous soient plus complètement connus. Jusque-là, on ne peut hasarder que des conjectures, et il y a des matières tellement délicates, qu'il vaut mieux s'abstenir, jusqu'à ce qu'on en puisse parler avec certitude. »

Quoique cette note soit rédigée dans les termes les plus bienveillants, elle tend à nous accuser d'un excès de précipitation. Cela nous force à montrer que notre appréciation de la conduite du maréchal Bazaine a été d'une grande réserve. Les preuves de son manquement à ses devoirs de maréchal de France sont malheureusement trop évidentes. Il n'était pas simple commandant d'une ville assiégée, ayant à défendre ses murailles jusqu'à ce que la capitulation fût fatalement amenée par la famine et l'épuisement des munitions. Laissons de côté, d'ailleurs, cette circonstance aggravante que la place renfermait des poudreries, des arsenaux incomparables, l'unique arsenal du génie de France, l'école d'application des officiers-élèves du génie et de l'artillerie sortant de l'école polytechnique, et des collections uniques en Europe. Le maréchal de France est entré dans des intrigues politiques qui lui ont fait perdre de vue les intérêts de la patrie effacés dans son esprit par les intérêts d'une dynastie et peut-être par l'ambition personnelle. Il s'est persuadé qu'il lui suffirait d'invoquer comme excuse sa bravoure personnelle, l'indomptable courage de ses troupes, la prolongation de la résistance passive jusqu'à la consommation de toutes les provisions, l'abatage de tous les chevaux. Erreurs d'une conscience que le flambeau de l'amour de la patrie n'illuminait pas exclusivement. Maréchal de France, il a oublié la France; il a cru que l'accomplissement de son devoir de soldat le justifierait de ses défaillances politiques. Il ne lui est pas venu à l'idée que Metz ne lui appartenait pas, et qu'en livrant au roi de Prusse Metz la pucelle, il manquait à ses devoirs de citoyen français qui étaient de la laisser se défendre seule ou de mourir pour elle, avant que l'assaillant s'abattît sur sa noble proie.

Tous les documents, même ceux invoqués par le maréchal



Bazaine ou par ses défenseurs, déposent que telle est la triste vérité. Il suffit de lire.

## II

### **Ordre du maréchal Bazaine à l'armée du Rhin pour annoncer la capitulation.**

C'est dans les termes suivants que, le 27 octobre, le maréchal Bazaine s'est adressé à ses troupes pour déguiser la honte de la capitulation qu'il venait de conclure :

« Vaincus par la famine, nous sommes forcés de nous soumettre aux lois de la guerre, en nous constituant prisonniers. A diverses époques dans notre histoire militaire, de braves troupes, commandées par Masséna, Kléber, Gouvion Saint-Cyr, ont éprouvé le même sort, qui ne ternit en rien l'honneur militaire lorsque, comme vous, leur devoir a été si glorieusement accompli jusqu'au bout des limites humaines.

« Tout ce qu'il était loyalement possible de faire afin d'éviter cette fin a été tenté et n'a pu réussir.

« Quant à renouveler une suprême tentative pour ouvrir un chemin à travers les lignes fortifiées de l'ennemi, — malgré votre valeur et le sacrifice de milliers de vies qui peuvent être encore utiles au pays, — cela ne servirait de rien. A cause de l'armement et des forces écrasantes qui gardent et soutiennent ces lignes, un désastre aurait été la conséquence d'une tentative.

« Soyons dignes dans l'adversité. Respectons les conventions honorables qui ont été stipulées, si nous voulons être respectés comme nous méritons de l'être. Par-dessus tout, et pour la réputation de notre armée, méprisons les actes d'indiscipline, comme la destruction des armes et du matériel, puisque, d'après les usages militaires, les places et l'armement seront rendus à la France quand la paix sera signée.

« En quittant le commandement, je me fais un devoir d'exprimer aux généraux, officiers et soldats toute ma gratitude pour leur loyale coopération, leur brillante valeur sur le champ de bataille, leur résignation dans les privations, et c'est avec un cœur brisé que je me sépare de vous.

« *Le maréchal commandant en chef,*

« BAZAINE. »

Pas un mot pour l'héroïque population qui avait, durant soixante-dix longs jours de blocus, donné à l'armée tant de preuves de dévouement. Nul regret de livrer Metz à la Prusse. Simple préoccupation de faire croire aux soldats que les conventions stipulées pour la capitulation sont honora-

bles. Le maréchal n'hésite pas à recommander d'abandonner à l'ennemi toutes les armes bien intactes et tout le matériel en bon état, parce que le tout sera rendu plus tard à la France. Ne faut-il pas lire *sera rendu à l'Empire* dont il avait l'impétuosité de rêver la restauration ?

### III

#### Capitulation de Metz.

D'après une dépêche datée de Saarbruck le 31 octobre, 10 heures du soir, les troupes allemandes sont entrées dans la ville à une heure. Quant aux troupes françaises, elles s'étaient avancées jusqu'à Grégy pour rendre leurs armes, et de là aller camper à Ars-Laquenexy pour prendre par détachements la route de la captivité vers l'Allemagne. La capitulation avait été arrêtée et signée dans les termes suivants par les généraux Jarras et Stiehle au nom des commandants français et allemand respectivement :

« 1° L'armée française sous le commandement du maréchal Bazaine est déclarée prisonnière de guerre;

« 2° La forteresse et la ville de Metz, avec tous les forts, munitions de guerre, provisions de toute nature, et tout ce qui est propriété de l'Etat, seront livrés à l'armée allemande, dans l'état où ces choses se trouvaient au commencement de la capitulation;

« Samedi 29 octobre, à midi, les forts de Saint-Quentin, de Plappeville et les autres forts, ainsi que la porte Mazelles, seront livrés aux troupes allemandes. A dix heures du matin du même jour, les officiers d'artillerie et du génie seront admis dans les forts pour prendre possession des magasins et enlever les travaux de mine;

« 3° Les armes, ainsi que le matériel de l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mitrailleuses, chevaux, fourgons, équipages, munitions, etc., seront laissés à Metz et dans les forts, sous la commission militaire instituée par le maréchal Bazaine, pour être livrés immédiatement aux commissaires allemands;

« Les troupes, sans armes, seront conduites par régiments ou par corps, et en ordre militaire, à l'endroit qui sera indiqué pour chaque corps, les officiers revenant ensuite en liberté à leurs camps retranchés ou à Metz, en donnant leur parole d'honneur de ne pas quitter la place sans l'ordre du commandant allemand. Les troupes seront alors conduites par leurs sous-officiers aux bivouacs, les soldats conservant leurs effets, leurs ustensiles de cuisine, etc.;

« 4° Tous les généraux et officiers, ainsi que les autres employés militaires ayant rang d'officiers, qui s'engageront par écrit, à ne pas porter les armes contre l'Allemagne et à ne pas se remuer d'une façon quelconque contre ses intérêts, pendant la guerre, ne seront pas faits prisonniers de guerre ;

« Les officiers et employés qui accepteront cette condition garderont leurs armes et leurs propriétés personnelles, en reconnaissance du courage qu'ils ont montré pendant la campagne ;

« 5° Les chirurgiens militaires, sans exception, resteront pour soigner les blessés. Ils seront traités d'après la convention de Genève, et considérés comme attachés aux hôpitaux ;

« 6° Les questions de détail, concernant les intérêts de la ville, seront traitées dans un appendice qui aura la même valeur que le présent protocole ;

« 7° Tout ce qui sera matière à doute dans les articles précédents sera interprété en faveur des Français. »

Une dépêche de Berlin en date du 2 novembre, ajoute un détail important au texte précédent. C'est le protocole annoncé pour la capitulation.

« Un appendice au protocole pour la capitulation de Metz prescrit que les familles des membres de la garnison, aussi bien que celles des fonctionnaires civils attachés à l'armée ou au service de la ville, pourront aller où il leur plaira, en emportant tout ce qui leur appartient. Nul ne sera inquiété pour ses opinions, pour sa participation à l'œuvre de la défense. Le commandant prussien protégera les habitants contre tout mauvais traitement. Les papiers et archives appartenant à l'Etat seront conservés dans la ville, et, au rétablissement de la paix, tous les documents concernant les portions de territoire qui resteront sous la domination de la France seront restitués. »

En revanche, d'après une dépêche adressée de Berlin au *Times* du 3 novembre, il est donné un formel démenti au maréchal Bazaine en ce qui concerne le provisoire de la cession de Metz, de ses arsenaux et de son armement ; voici les termes de ce démenti :

« La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, journal semi-officiel, dit que le maréchal Bazaine, à l'occasion de la capitulation de Metz, a publié un ordre du jour général défendant aux soldats de détruire leurs armes et alléguant, comme motif de cette recommandation, que, en accord avec les usages de la guerre, les forteresses et l'armement capturés par l'ennemi seront restitués à la France à la fin des hostilités ; que des arrangements ont été pris pour que l'Allemagne ne retienne pas Metz.

« La *Gazette de l'Allemagne du Nord* se dit autorisée à contredire très-énergiquement cette assertion du maréchal. »

Le télégramme annonçant à la reine Augusta l'entrée de l'armée prussienne dans Metz et donnant le chiffre des prises résultant de la capitulation, est ainsi conçu d'après le *Times* :

« 28 octobre. — Aujourd'hui, le prince Frédéric-Charles est entré à Metz, tambours battants et enseignes déployées. Voici le chiffre des prisonniers et du matériel : 3 maréchaux, 50 généraux, 6,000 officiers, 173,000 soldats, en comptant la garde mobile, 400 pièces d'artillerie, 100 mitrailleuses. »

L'étendue du désastre est manifeste, malgré les exagérations probables des nouvelles de source prussienne. Est-il une atténuation quelconque? Il faut la chercher, quoique dans l'amertume causée par tant de hontes successivement subies, le gouvernement délégué à Tours ait cru devoir prononcer le mot lugubre et appelant toutes les sévérités de l'histoire sur la tête du chef de l'armée du Rhin, le mot de trahison.

#### IV

##### **Proclamation Gambetta contre Bazaine.**

A la nouvelle de la capitulation de Metz, la délégation tourangelles du gouvernement de la défense nationale a publié la proclamation suivante :

« Tours, le 30 octobre 1870.

« Français, élevez vos âmes et vos résolutions à la hauteur des terribles dangers qui nous écrasent. Le pays se fie à nous pour lasser la mauvaise fortune et pour montrer à l'univers ce qu'est un grand peuple qui ne veut pas périr et dont le courage s'élève au milieu des catastrophes. Metz a capitulé! Un général sur lequel comptait la France, même après le Mexique, vient de priver le pays, au moment du danger, de plus de cent mille de ses défenseurs.

« Le maréchal Bazaine a commis une trahison. Il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, le complice de l'envahisseur, et, sans songer à l'honneur de l'armée dont il avait charge, il a rendu, sans même tenter de faire un suprême effort, 125,000 combattants, 20,000 blessés, des fusils, des canons, des drapeaux, et Metz, la plus forte citadelle de France. Un tel crime dépasse le châtiment de la justice.

« Maintenant, Français, mesurez l'abîme dans lequel vous avez été précipités par l'empire. Vingt ans la France s'est soumise à ce pouvoir

corrupteur qui a épuisé toutes les sources de sa grandeur et de sa vie. L'armée française, dépouillée de son caractère national, instrument, sans le savoir, d'un règne de servitude, a été engloutie, en dépit de l'héroïsme de ses soldats, par la trahison de ses chefs, dans les désastres de la nation.

« En moins de deux mois, 225,000 hommes ont été livrés à l'ennemi. Sinistre épilogue du coup d'État militaire de décembre !

« Le temps est venu pour nous, citoyens, de nous resserrer sous l'égide de la République, dont nous ne permettrons la capitulation ni chez nous, ni à l'étranger, et de tirer de l'extrémité de nos malheurs la restauration de notre moralité et de notre virilité politique et sociale.

« Oui, quelle que soit l'étendue de notre désastre, il ne nous a jamais trouvés frappés par la terreur ou l'hésitation. Nous sommes prêts à faire les derniers sacrifices, et, en face de nos ennemis que toute chose favorise, jurons de ne jamais nous rendre tant qu'un pouce de notre territoire sacré restera sous leurs pieds. Tenons fermement le glorieux drapeau de la Révolution.

« Français, notre cause est celle de la justice et du droit. L'Europe le voit et le sent. Assistant à tant de malheurs immérités, sans avoir reçu de nous ni invitation ni adhésion, elle s'est spontanément émue et agitée. Pas d'illusion ! ne nous laissons ni affaiblir ni énerver ; mais prouvons par des faits que nous voulons et que nous pouvons, par nos propres ressources, maintenir notre honneur, notre indépendance et notre intégrité : tout ce qui fait un pays libre et fier.

« Vivent la France et la République une et indivisible !

« CRÉMIEUX, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN. »

L'accusation est formelle, terrible. Il faut laisser la défense se produire. Toutefois, il est nécessaire de mettre de côté provisoirement tout en en donnant acte, les simples protestations et particulièrement celle très-respectable du frère du maréchal, protestations qui n'allèguent contre la possibilité d'une défaillance criminelle, qu'une longue carrière honorablement poursuivie jusqu'à ce jour néfaste.

## V

### Défense du maréchal par lui-même ou par les témoins de son courage.

Le *Times* du 5 novembre a publié la lettre suivante que le maréchal Bazaine a adressée à la date du 2 au journal *le Nord* :

« Monsieur le rédacteur,

« J'ai lu votre bulletin politique du 1<sup>er</sup> novembre, dans lequel vous appréciez la proclamation de M. Gambetta. Vous êtes dans le vrai. L'armée du Rhin n'a pas obéi à un traître. La seule réponse que je ferai à cette menteuse élucubration, c'est de vous envoyer l'ordre du jour adressé par moi à l'armée après les conseils de guerre tenus les 26 et 28 octobre.

« M. Gambetta semble ne pas savoir ce qu'il dit, ni connaître la position dans laquelle l'armée de Metz était placée, lorsqu'il stigmatise comme il le fait le chef de cette armée, qui a lutté pendant trois mois contre des forces doubles des siennes.

« Je n'ai reçu aucune communication du gouvernement de Tours, malgré mes efforts pour me mettre en relations avec lui.

« L'armée de Metz a eu un maréchal, 24 généraux, 2,140 officiers et 42,350 hommes frappés par le feu de l'ennemi. Elle a su se faire respecter dans tous les combats engagés par elle. Une telle armée ne saurait être composée de traîtres et de lâches. La famine et la désorganisation ont seules pu faire tomber les armes de la main de 65,000 combattants réels qui étaient restés debout. L'artillerie et la cavalerie n'avaient plus de chevaux, car il avait fallu tuer tous ceux que nous possédions pour adoucir les privations de l'armée. Si cette armée n'avait pas déployé une énergie et un patriotisme sans limites, elle aurait succombé dès la première semaine d'octobre, alors que les rations furent réduites à 300 grammes et plus tard 250 grammes de mauvais pain.

« Ajoutez à ce triste tableau l'existence de 20,000 malades ou blessés sur le point d'être privés de médicaments et soumis eux-mêmes aux effets de pluies torrentielles.

« La France a toujours été trompée sur notre position, je ne sais pas pourquoi. Mais la vérité prévaudra un jour. Nous avons la confiance d'avoir fait notre devoir. »

La bravoure de l'armée et de ses chefs n'est pas en question ; mais il est bon qu'elle soit établie une fois pour toutes ; aussi il est juste de placer ici cette lettre adressée au *Français* par un de nos compatriotes qui a été témoin de la lutte engagée sous les murs de Metz :

« Paris, ce 19 novembre 1870.

« Monsieur le rédacteur en chef,

« Arrivé à Paris par les voies les plus détournées, du fond de la Lorraine, je lis avec le plus douloureux étonnement les proclamations de M. Gambetta, et les articles de journaux qui apprécient la reddition de Metz et l'attitude du maréchal Bazaine. Les membres de la délégation tourangelles et les publicistes parisiens ignorent absolument les conditions faites à l'armée du maréchal dès le début de son commandement. Le ha-

sard, et non une position officielle, m'a mis à même de tout connaître et de tout voir.

« Je vous affirme de la manière la plus formelle les faits ci-dessous :

« 1° Dès le commencement du siège, M. le maréchal Bazaine n'a jamais eu à sa disposition plus de 90,000 hommes, non compris la garde nationale et les soldats rentrés successivement soit d'Allemagne par la fuite, soit des environs où ils s'étaient cachés depuis nos désastres. Avec la garde nationale, ses forces pouvaient monter à 110,000 hommes au plus. Lorsque les Prussiens affirment, eux, avoir capturé dans Metz 173,000 hommes, ils se vantent impudemment.

« 2° Avant que le siège ne commençât, M. le maréchal Bazaine, faute d'éléments nécessaires, ne pouvait déjà plus fabriquer par jour des cartouches-chassepot que dans la proportion d'une demi-cartouche par homme, c'est-à-dire 45,000 cartouches pour tout le corps d'armée, non compris les corps auxiliaires. Au bout d'une semaine, on n'en fabriquait plus que 35,000, soit au plus quinze cartouches par homme et par mois.

« 3° Toutes les munitions de bouche devaient être acheminées soit par Montmédy et Thionville, soit par Verdun et Etain, sur Metz ; l'irruption des Prussiens sur la Woëvre et à Longuyon intercepta les convois, abandonnés d'une part à Montmédy, actuellement très-bien pourvu ; d'autre part, retenus à Verdun et rétrogradés sur le camp de Châlons à la suite du maréchal Mac-Mahon.

« Quand les Prussiens sont entrés à Metz, il n'y avait plus une miche de pain ; soutenir le contraire, c'est vouloir systématiquement humilier l'armée et mentir effrontément.

« 4° Ce que l'on ignore généralement, c'est que le maréchal de Mac-Mahon s'était, dès son arrivée à Châlons, mis entièrement sous les ordres du maréchal Bazaine ; qu'il lui écrivait, et disait à l'officier chargé d'aller retrouver le défenseur de Metz : « Je ne suis qu'un soldat ; je lui obéirai : assurez-le de tout mon dévouement. » Malheureusement, la distance qui séparait les deux maréchaux rendait tout concert impossible ; l'armée prussienne avançait à grands pas ; mais ce que je puis vous affirmer sans craindre un démenti, de quelque part qu'il vienne, c'est la fureur bientôt connue du maréchal Bazaine, en apprenant la retraite sur Sedan. Sa colère patriotique, trop peu mesurée, trop militaire, s'il faut dire le mot, produisit une terrible impression dans son état-major et dans l'armée. Il était certain dès lors que Metz était destiné à tenir jusqu'à la dernière bouchée de pain.

« 5° Les historiens se demanderont comment les Français ont la mémoire aussi courte ! Ils ont déjà oublié, en trois mois et demi, que le maréchal Bazaine n'a été promu au commandement suprême de l'armée, malgré la volonté personnelle de l'empereur, que sous la pression de l'opinion publique, du Corps législatif, de l'opposition de toutes les nuances, depuis le Sénat jusqu'au *Siècle*, et qu'il a fallu au général de Montauban un aveu explicite pour obtenir de la Chambre inquiète et décidée à déférer à Bazaine la direction unique de notre armée du Rhin.

« Quant aux entrevues que l'on raconte, au voyage à Willemshehe, permettez-moi de n'en rien croire : le maréchal Bazaine avait trop à se plaindre du *Château*, comme on disait ; la France lui avait décerné le commandement suprême de l'armée, tandis que l'empereur lui avait préféré sa monnaie, Frossard, de Failly, etc., etc. Le maréchal n'est pas non plus un homme de sentiment : c'est un général, un militaire dans toute la plénitude de l'expression ; un caractère ferme, d'une solidité inébranlable, mais trop dégoûté des cours souveraines pour aller en courtisan, même de l'infortune auprès d'un empereur qui le supportait, mais ne l'aimait pas.

« En dehors de ces considérations que vous trouverez trop longues ; laissez-moi ajouter une pensée qui se fait jour, et que le public, devenu très-soupçonneux depuis certaines proclamations démenties par les faits, semble accueillir avec une sorte de pressentiment intime. Cette pensée, la voici dans toute son âcreté : « Aujourd'hui, la France a besoin, a soif d'honneur, de gloire, de réhabilitation. Bazaine avait été un modèle d'intelligence militaire, de ténacité indomptable ; il s'était battu comme un lion, avait électrisé par son courage personnel et audacieux son armée démoralisée par d'écrasantes défaites, il allait paraître à nos mobiles de l'Ouest, à nos jeunes soldats imberbes, comme un de ces héros légendaires ; l'admirer, c'était l'imiter. A Dieu ne plaise ! Il fallait à l'infirmité des gens qui n'ont su à Tours ni agir ni se taire, une explication de ce drame dont le dénouement lugubre et sans tache était inévitable, mais une explication à la hauteur de leur génie ; ils l'ont trouvée toute prête ; l'armée du maréchal Bazaine leur répliquera un jour ; le général Boyer n'a pas su enfouir en son âme ulcérée cette colère sainte que soulèvent le mensonge et la calomnie. »

« Le temps approche où la vérité éclatera au grand jour à l'abri des écla boussures dont l'incapacité sénile, la haine, l'envie et la violence tribunitienne ont un instant voilé le tableau de nos misères et de notre résurrection militaire !

« Pardonnez à un homme échappé trop récemment de la fournaise où bout notre chère Lorraine pour pouvoir se déclarer, de ne pas signer ces lignes ; mais laissez-moi, monsieur le rédacteur en chef, vous adresser au nom des honnêtes gens de tous les partis, un loyal remerciement pour votre appréciation si juste, si énergiquement modérée des choses de la guerre et de l'intérieur. »

M. Paixhans a publié dans le *Moniteur universel* de novembre un article qui n'est pas moins démonstratif sur les efforts faits pour défendre Metz avant que la déplorable pensée de la livrer ait germé dans la tête de ses chefs :

« On a parlé de 173,000 prisonniers livrés à la Prusse par la capitulation. Ce chiffre est tout simplement absurde. La question dominante était alors la famine. Ce chiffre doit être celui de toutes les bouches utiles et inutiles, y compris les gardes nationales et la population qui, en temps or-



dinaire, est d'environ 47,000 âmes, et que l'immigration des pays envahis avait dû porter à 75,000. La partie de l'armée du Rhin qui fut bloquée dans Metz était de 135,000 hommes environ, au début des hostilités. Du 6 au 18 août, date de l'investissement, cette armée a livré les deux batailles de Sarrebruck, celle de Borny, celle de Gravelotte, dans laquelle elle fut engagée presque entière, et celle de Jaumont. Elle a fait ensuite un très-grand nombre de sorties, notamment celle du 30 août, combinée avec la malheureuse armée de Sedan, dans laquelle elle fut rejetée, après avoir occupé l'ennemi pendant plus de trente-deux heures.

« Cette armée n'a perdu que peu de prisonniers pendant les combats livrés sous Metz, et la famine l'a contrainte à mettre en liberté ceux qu'elle avait faits aux Prussiens; mais il nous a été dit par un chirurgien très-compétent qu'elle a eu, vers le 19 août, jusqu'à 25,000 blessés, presque tous Français. « Metz, d'après lui, *était alors un véritable charnier.* » On peut donc évaluer à 35,000 ou 40,000 le nombre de ses tués ou blessés; vers la fin d'octobre, elle devait être réduite au plus à 100,000 hommes, parmi lesquels 10,000 à 15,000 relevant de leurs blessures, et environ 17,000 malades. Cette armée n'avait donc que 75,000 à 80,000 hommes debout lorsqu'elle a capitulé, après une lutte de trois mois contre des forces triples. On n'exagère pas en portant à 400,000 le chiffre des combattants contre lesquels l'armée de Metz s'est heurtée successivement.

« Une armée qui a perdu le tiers de son effectif, en face d'un adversaire qui se renouvelle sans cesse, a besoin d'être renouvelée elle-même pour ne pas perdre courage par la vue incessante des forces croissantes de l'ennemi et des vides que la guerre a faits dans ses rangs. Celle de Metz ne l'était pas. L'armée allemande d'investissement était d'au moins 200,000 hommes. La capitulation se produit donc, quant à la proportion des combattants, dans les mêmes conditions que la capitulation de Mayence signée par Kléber, le 25 juillet 1793, et même dans des conditions plus honorables pour l'armée de Metz; car ceux qui s'illustrèrent sur tant de champs de bataille, sous le nom de *Mayençais*, avaient été moins éprouvés et avaient relativement livré moins de combats. »

Tout cela ne change rien à ce fait brutal : le maréchal Bazaine s'est rendu : 1° malgré la ville de Metz et sans consulter ni la population livrée à la Prusse, ni la garde nationale, devenue cependant prisonnière de guerre; 2° après avoir chargé le général Boyer d'aller à Versailles près du roi de Prusse, à Londres près de l'impératrice Eugénie, en oubliant complètement qu'il y avait une France qui méritait aussi d'être consultée. La délégation envoyée à Tours par le gouvernement de la défense nationale enfermé dans Paris n'était cependant pas difficile à trouver pour un général qui avait à Londres toute sa liberté. Si le maréchal Bazaine n'a pas pris

les ordres du gouvernement de la République, c'est qu'il ne l'a pas voulu. Il ne peut pas loyalement dire qu'il était libre d'agir à sa volonté, puisqu'il n'avait reçu aucun ordre. Il n'a pas cherché à en recevoir. On a même le droit de supposer qu'il s'est regardé comme heureux de ne pas avoir à désobéir.

## VI

### Intrigues politiques.

Les intrigues politiques qui se sont nouées dans l'état-major de l'armée du maréchal Bazaine, sont attestées par les procès-verbaux qu'un grand nombre d'officiers ont successivement dressés en ce qui concerne les communications que leur faisaient leurs généraux ; ces procès-verbaux sont connus par leur insertion partielle dans *l'Indépendant de la Moselle*, dont plusieurs numéros nous sont parvenus ; ils résultent aussi de lettres particulières dont les termes réservés s'expliquent par la difficulté excessive des communications. Plus tard on connaîtra l'histoire détaillée de ces agitations. Il suffit pour les constater de reproduire ici la lettre adressée à *l'Indépendance belge* par le général Boyer lui-même, *habemus confitentem reum* :

« Le bruit fait autour de moi depuis quelques jours et les interprétations de toutes sortes données à la mission dont j'ai été chargé ne m'auraient pas forcé à abandonner la réserve que les circonstances m'imposent.

« Je n'ai pas contredit les bruits, je n'ai pas corrigé les interprétations.

« Mais j'ai lu dans tous les journaux, depuis deux jours, des appels à l'honneur et au patriotisme de la France, appels auxquels sont ajoutés des anathèmes lancés contre le maréchal Bazaine et contre les commandants de l'armée du Rhin.

« Des attaques injurieuses et violentes, voilà les seuls arguments que M. Gambetta a à sa disposition. Il fait un grand usage de ces armes oratoires.

« Sans doute il trompera quelques personnes simples et timorées, qui passeront à l'armée des *exaltés* (*sic*).

« Plus modéré que lui, je me renfermerai dans une protestation contre son inqualifiable violence, et au nom de toute l'armée du Rhin, dont j'ai reçu la mission, qui m'a envoyé à Versailles et à Londres, et au nom d'un

chef glorieux, je déclare que M. Gambetta offense la conscience publique autant que nos braves soldats, en parlant d'infamie et de coquinerie.

« Nous n'avons pas capitulé avec l'honneur ou avec le devoir; nous avons capitulé avec la faim.

« Je suis, etc..

« Général baron NAPOLEON BOYER.

« Bruxelles, le 31 octobre 1870. »

Ainsi le négociateur de la capitulation de Metz avait reçu du maréchal Bazaine mission d'aller à Versailles et à Londres, c'est-à-dire de se rendre près du roi Guillaume et de l'impératrice Eugénie. Mais il n'a pas fait comme le général Bourbaki; il ne s'est pas souvenu de la France. Il a oublié que le drapeau de la République était debout, et qu'il fallait s'y rallier.

Comment, il y a à Paris des généraux tels que Trochu, Ducrot, Vinoy; sur la Loire, d'Aurelles de Paladines et bien d'autres, et vous vous inquiétez seulement des conditions que peut faire la Prusse, ainsi que de savoir si elles sont dans l'intérêt de l'empire. Le concours actif donné par un homme tel que M. Thiers à la République française ne vous éclaire pas. Vous n'avez donc pas le sentiment que la honte de Sedan a inspiré à tout vrai patriote, à quiconque aime la France sans consulter les voix d'ambitions personnelles coupables en présence de l'ennemi dont le pied foule le centre du pays.

Maréchal Bazaine et général Boyer, vous avez manqué à vos devoirs de citoyens. Vous auriez dû dire comme M. Thiers dans son rapport aux puissances neutres sur la rupture des négociations relatives à l'armistice : « Le gouvernement qui a précipité la France dans une guerre décidée avec folie et conduite avec absurdité, a pour toujours terminé à Sedan sa fatale existence, et ne restera dans la nation française que comme un souvenir honteux et pénible... C'a été une grande et irrémédiable épreuve pour la France que de s'être choisi un pareil gouvernement et de lui avoir sans contrôle confié ses destinées. » Au lieu d'avoir ces pensées d'un Français vraiment noble, vous ne songez qu'à vous en aller à Cassel près Napoléon le dernier, et pour accomplir cet acte sans nom, vous faites dire simplement aux officiers de votre armée (*Indépendant de la Moselle*) :

« L'assemblée appelée *Convention de Londres*, et qui visait à rétablir la régence de l'impératrice, c'est-à-dire à restaurer le gouvernement tombé le 4 septembre, ne s'est pas réunie, non plus que celle qui aurait permis à l'armée du Rhin de soutenir les armes à la main tout gouvernement reconnu et accepté par le peuple français. Presque au même moment, le maréchal recevait une dépêche du général Boyer et une autre de M. de Bismark, lui annonçant l'échec de l'un et l'autre de ces deux plans. A l'arrivée de ces nouvelles, qui détruisaient les espérances conçues et les projets déjà arrêtés, le maréchal a immédiatement convoqué un conseil de guerre, pour le consulter sur les suprêmes résolutions à prendre. »

Le conseil de guerre a décidé, dit-on, à l'exception d'un seul dissident, que la capitulation était nécessaire.

## VII

### Attitude de la population de Metz.

Metz a donc été livrée sans qu'un sublime effort ait été tenté par l'armée. Cet effort, le maréchal Bazaine eût dû l'ordonner; il pouvait être couronné de succès. La population de Metz le demandait, et un grand nombre de généraux et d'officiers le voulaient. Une première preuve s'en trouve dans la lettre suivante du général Coffinières, nommé commandant de la ville. Cette lettre a été publiée dans le *Journal des Débats* du 22 novembre, comme extraite du *Daily Telegraph* en date du 10 du même mois :

« Bruxelles, le 9 novembre,  
4 heures 57 minutes du soir.

« Le général Coffinières, commandant français à Metz pendant le siège, a écrit à l'*Indépendance belge* la lettre suivante :

« J'ai toujours soutenu que la place de Metz devait avoir des intérêts totalement séparés de ceux de l'armée campée hors de ses murs; qu'il fallait éviter toutes les questions politiques pour ne s'occuper que des intérêts de la défense; et, après avoir deux fois donné ma démission, j'ai cédé seulement devant l'opinion contraire qui a prévalu dans le conseil de guerre. »

Le *Daily-News* a également publié une lettre d'un de ses

correspondants qui corrobore les allégations du général ; cette lettre donne le résumé d'une conversation tenue après la capitulation avec l'ex-commandant du fort de Queuleu, dont nous avons deviné le nom à son patriotisme, quoiqu'il nous paraisse en ce moment nécessaire de le taire.

« Bazaine, avant la fin du mois d'août, avait mis la forteresse en état de défense, avec un zèle et une habileté au delà de tout éloge. Mais, à partir de ce moment, sa présence à Metz fut de trop. Il aurait dû alors forcer son chemin à travers le cordon prussien et s'échapper. Il avait la possibilité de le faire, soit en poursuivant la sortie énergique qui a duré deux jours, le 31 août et le 1<sup>er</sup> septembre, dans la direction de Noisseville, Savigny et Sainte-Barbe, soit en prenant une meilleure ligne au bas de la vallée de la Moselle.

« Au milieu de septembre, la position de Bazaine devint sans espérance. La maladie décimait ses rangs ; ses troupes avaient déjà beaucoup mangé des chevaux de l'artillerie et du train. Mais Bazaine, très-capable général, homme très-brave et très-sincère patriote, est resté *entre deux chaises* ; au lieu de porter ses yeux seulement sur ses fonctions de commandant militaire, il fut troublé par des préoccupations politiques. Dès les premiers jours, il étudiait les intérêts de l'empereur, et les moyens de conserver pour les besoins impériaux l'armée sous son commandement. Plus tard, le poison de l'ambition personnelle modifia les sentiments du soldat, jusque-là très-droits. Il nourrit le rêve de se voir lui-même régent de la France, et fit fûtière de sa réputation sans atteindre le but qu'il se proposait. »

Or la population de Metz n'avait pas hésité à se ranger du côté du gouvernement de la défense nationale ; la majorité de la ville avait les sentiments républicains ; lors du plébiscite du 8 mai, elle l'avait montré en donnant un vote négatif, quoique plusieurs, et nous avouons avec tristesse que nous avons été de ceux-là, pensassent qu'il n'était pas juste de nier la loyauté des modifications libérales faites à la constitution de l'empire. Donc Metz n'eût pas hésité à refuser d'adhérer aux motifs qui guidaient le maréchal lorsqu'il a perdu son temps à négocier au lieu de livrer bataille et de conduire son armée loin de la ville. Metz lui avait donné asile ; elle lui avait été utile, et lui, il ne lui servait plus de rien. Il y avait en septembre des vivres et des munitions pour tenir longtemps, pour tenir encore après que Paris aura brisé l'investissement, que l'armée de la Loire aura fait jonction avec l'armée sortie de l'enceinte de la capitale pour délivrer

la France. L'ex-commandant du fort de Queuleu en témoigne, ainsi :

« Au moment de la capitulation, dans le fort de Queuleu, les rations pouvaient, avec des soins, nourrir la garnison pour six semaines. Il y avait des munitions en quantité proportionnelle dans les autres forts pour le même temps. Ces approvisionnements avaient été ménagés jusqu'à la fin dans la croyance que l'armée française se retirerait un jour ou l'autre, et que la forteresse elle-même pourrait tenir jusqu'au dernier moment. »

Ce serait faire une injure gratuite aux Messins, injure que le sang seul pourrait laver, que de penser un seul instant que la population de Metz n'eût pas voulu souffrir jusqu'aux extrémités les plus cruelles de la famine plutôt que de se rendre. Mais toutes les correspondances de nos compatriotes, de nos amis, de nos parents, sont unanimes pour rendre hommage aux sentiments d'horreur que la capitulation a fait éprouver aux Messins et même à l'armée.

Dans le *Times* du 1<sup>er</sup> novembre on lit :

« Le maréchal Bazaine est parti le jour de la capitulation, à cause de son impopularité parmi les soldats et parmi les citoyens opposés à la reddition, et parce que sa vie n'était pas en sûreté. »

Dans une correspondance datée de Cassel le 3 novembre et publiée dans le *Times* du 7, on trouve ces lignes caractéristiques :

« Après les conditions conclues, Bazaine et ses officiers allèrent se constituer eux-mêmes prisonniers à Pont-à-Mousson, où les rues avaient été gardées par des soldats prussiens, pour empêcher les gardes mobiles et les habitants de jeter des pierres au maréchal. »

Quant à l'armée, voici ce qu'elle pensait, d'après la lettre écrite le 6 novembre par un officier prisonnier à son père, lettre publiée par la *Gazette de France* :

« Nous avons été odieusement trompés ; on a menti aux officiers, aux soldats, redoutant avec raison une héroïque explosion de désespoir ; et, comme un troupeau de bœufs, on nous a livrés à l'ennemi. Nous ne méritons aucun reproche : la honte n'est pas pour nous ! Nous avons perdu 40,000 des nôtres et si l'on avait crié *en avant* ! aux 60,000 soldats valides qui, le 28 octobre, pouvaient porter encore un fusil, nous aurions peut-

être fait une sanglante trouée, eussions-nous dû pour cela donner notre vie. On respectera notre malheur et c'est notre seule consolation en ce moment. Oui, on nous a lâchement trahis. »

M. Mézières, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1<sup>er</sup> décembre, donne des preuves non moins positives des sentiments de l'armée et de la population. « Les habitants de Metz, dit-il, se prononçaient pour la République, tandis que les généraux tenaient encore pour l'empire. » C'est un crime envers Metz que d'avoir disposé d'elle, foncièrement républicaine, pour obéir à des sentiments bonapartistes.

D'ailleurs, qu'on le sache bien, Metz n'a jamais été allemande; elle a été ville libre, a toujours parlé français, ignore absolument la langue allemande; elle s'était donnée librement et cordialement à la France, et elle ne consentira jamais à devenir prussienne; contre la force, elle proteste.

Aussi le conseil municipal a-t-il dit, dans sa proclamation aux habitants de Metz, en les invitant à supporter leur malheur avec une calme résignation :

« Aucun de nous ne peut se reprocher d'avoir manqué à son devoir. Nous devons nous consoler avec l'idée que nos souffrances ne seront que passagères, et que, dans les faits qui viennent de s'accomplir, les habitants de Metz n'ont assumé aucune part de responsabilité, soit devant leur pays, soit devant l'histoire. »

## VIII

### Conclusions.

C'est en vain que le maréchal Bazaine et ses défenseurs invoquent, pour excuser la capitulation du 27 octobre, l'épuisement de tous les vivres et de la plus grande partie des munitions, non plus que les combats glorieux soutenus pendant la première partie de l'investissement de la malheureuse mais noble cité. Metz n'appartenait pas au maréchal Bazaine ni même à son armée qui étaient abrités par ses murs; le maréchal n'avait pas le droit d'en disposer.

Les Messins diront toujours avec une rage concentrée, jusqu'à ce qu'ils aient été vengés :

« Metz n'a pas été prise le 27 octobre 1870; elle ne s'est pas rendue; elle a été indignement livrée à la Prusse. »

Metz mérite que les armées françaises, enfin victorieuses, viennent l'arracher aux Prussiens qui la violentent: tous ses enfants sont prêts à verser leur sang pour chasser les spoliateurs qui la souillent de leur occupation maudite.

Quant au maréchal Bazaine, il n'est pas accusé d'avoir manqué de bravoure; mais on incrimine son défaut de patriotisme et d'intelligence politique. Il n'a pas voulu servir la République; il a préféré à la France l'homme de Sedan; il partage dès maintenant son sort comme prisonnier de la Prusse; hélas, l'histoire, nous le craignons pour lui, le placera à côté du maître indigne dont il a suivi les détestables et criminelles inspirations.

5 décembre 1870.



